

MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31/12/2016

EXERCICE 30 JUIN 2017



MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

SOMMAIRE

Attestation du responsable du rapport financier semestriel	3
Rapport semestriel d'activité	4
Comptes consolidés semestriels	7
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle.....	33

MALTERIES FRANCO-BELGES
Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Christophe PASSELANDE
Président du Conseil d'Administration-Directeur Général

MALTERIES FRANCO-BELGES

**Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES**

RAPPORT D'ACTIVITE AU 31/12/2016

I – ACTIVITE DE MFB

La production du 1^{er} semestre de l'exercice 2016/2017 est en diminution de 2,6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent en raison d'une qualité dégradée des orges de la récolte 2016 n'ayant pas permis une utilisation normale des capacités, associée à une diminution de production de l'atelier de torréfaction pour des raisons techniques.

Les livraisons sont également en retrait de 3,4 % par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2015/2016 et s'annoncent en progression sur le second semestre, soutenue par l'activité export. Le chiffre d'affaires unitaire du 1^{er} semestre ressort en baisse en raison de la diminution du coût unitaire des matières premières ; à noter sur ce semestre une amélioration de la marge brute.

Au titre du 1^{er} semestre de l'exercice 2016/2017, MFB a enregistré un chiffre d'affaires social de 43,3 M€ contre un chiffre d'affaires social de 45,2 M€ au titre du 1^{er} semestre de l'exercice 2015/2016. Son résultat d'exploitation ressort bénéficiaire de 3,7 M€ contre 3,3 M€ au 1^{er} semestre de l'exercice 2015/2016. Son résultat net social ressort bénéficiaire de 2,2 M€ contre un résultat, au 31/12/2015, bénéficiaire de 1,9 M€.

II – CONSOLIDATION

Le périmètre international du Groupe MFB, inchangé, comprend la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES - CIM détenue à hauteur de 47,71 % et ses filiales.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe MFB s'établit à 43,3 M€ et le résultat net consolidé, compte tenu de la mise en équivalence de la CIM et de ses filiales, ressort bénéficiaire de 11,9 M€ contre un résultat de 7,9 M€ au 31/12/2015.

1 - Activité de la CIM et de ses filiales, intégrées par mise en équivalence

La production de SLADOVNY SOUFFLET CESKA REPUBLIKA-SSCR est en baisse de 0,6 % par rapport au même semestre de l'exercice précédent. En revanche, les livraisons du semestre sont en progression de 9,1% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2015/2016 grâce à l'activité export mais aussi aux ventes dans la zone.

La contribution au chiffre d'affaires consolidé de SSCR dans le Groupe CIM s'élève à 67,2 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé, ressort à 6,3 M€ contre une contribution de 6,2 M€ au 31/12/2015.

La production de MALTERIE SOUFFLET SAINT PETERSBOURG-MSSP se traduit par une baisse de 0,7 % par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2015/2016. Les ventes continuent leur progression +10,2 %) grâce à une meilleure activité auprès des brasseurs indépendants en Russie.

La contribution de MSSP au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM ressort à 19,6 M€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice et sa contribution au résultat net total consolidé est de 2,3 M€ contre une contribution de 1 M€ au 31/12/2015.

La production de SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA enregistre une hausse de 19,6 % par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent ; exercice précédent qui avait accusé une baisse en raison d'un arrêt de production pour travaux. Par ailleurs le rythme de production a été augmenté afin de faire face aux expéditions qui sont en croissance de 13,3 %.

La contribution de cette société au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM ressort au 31/12/2016 à 19,4 M€. Sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 2,3 M€ contre 1,3 M€ 31/12/2015.

SLAVUTA a enregistré, sur ce semestre, une forte hausse de sa production de 144,5 % par rapport au 1er semestre de l'exercice 2015/2016, grâce à une reprise des ventes. Les expéditions sont également en progression de 38,8 % grâce à la diversification du portefeuille clients.

La contribution de SLAVUTA au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 17,5 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort bénéficiaire de 1,4 M€ contre une contribution de 0,2 M€ l'année précédente.

La production de MALTERIE SOUFFLET KAZAKHSTAN-MSK a connu une hausse de 46,5 % sur le semestre pour s'adapter à la demande ; en effet les ventes ont progressé parallèlement de 55,8 %, soutenues notamment par l'activité export.

La contribution de cette société au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 8,9 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort bénéficiaire de 1,4 M€ contre une contribution négative de (0,5) M€ au 31/12/2015.

En Serbie, la production de MALTINEX est en retrait de 10,4 % par rapport au même semestre de l'exercice précédent, en ligne avec une volonté de diminution des stocks. Les ventes enregistrent, quant à elles, une hausse de 16,1% par rapport à l'exercice précédent et sont supérieures à la production.

La contribution de MALTINEX au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour le 1^{er} semestre de l'exercice, à 11,5 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 1,4 M€ contre 1,1 M€ au 31/12/2015.

La production de SOUFFLET MALT ROMANIA est à pleine capacité encore sur ce semestre et en progression de 1,4 %. Les livraisons sont en léger recul de 1,3 %.

La contribution de cette filiale au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 21,3 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort bénéficiaire de 2,3 M€ contre une contribution de 2,1 M€ au 31/12/2015.

La production des deux sites de MALTERIE SOUFFLET BULGARIE a augmenté de 13,7 % par rapport au même semestre de l'exercice précédent afin de s'adapter au marché. Les ventes, supérieures à la production, progressent de 14,4 % par rapport au 31/12/2015.

La contribution de cette filiale au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 5,7 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est positive de 0,1 M€ contre une contribution négative de 0,07 M€ l'année précédente.

La filiale hongroise MALTERIE SOUFFLET MAGYARORSZAG a cessé son activité et est en cours de liquidation. Dans ces conditions, la contribution au chiffre d'affaires de cette société dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 0,3 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé, quasi nulle, n'est pas significative.

2 - Synthèse de la CIM et de ses filiales, avant intégration par mise en équivalence

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe CIM ressort, au 31/12/2016, à 171,5 M€ contre 154,8 M€ au 31/12/2015. Le résultat opérationnel est bénéficiaire de 21,8 M€ contre 17,8 M€ au 31/12/2015 et le résultat net ressort bénéficiaire de 18,1 M€ contre un résultat bénéficiaire de 11,7 M€ au 31/12/2015.

III - PERSPECTIVES

En France, le carnet de commande actuel permet d'assurer un volume d'expéditions supérieur à l'exercice précédent (+1,5%). Cependant, compte tenu des problèmes qualité de la récolte campagne 2016, le volume de production devrait s'en trouver affecté de -2,5% entraînant ainsi une réduction des stocks de malt à la fin de l'exercice. Le coût d'achat des matières premières devrait continuer sa baisse sur la 2^{nde} partie de l'exercice.

En Europe Centrale, les volumes vendus sur l'exercice sont annoncés en progression par rapport à 2015/2016 (+1,8%) et les coûts des matières premières restent orientés à la baisse.

Dans la zone C.E.I, la production et les livraisons de malt devraient rester en avance par rapport à l'exercice précédent, confirmant ainsi la reprise d'activité sur la zone. Les prix des matières premières sont, quant à eux en hausse, car réajustés suite aux dévaluations connues l'année dernière.

IV – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement au 31/12/2016.



COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS AU 31/12/2016



ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉE AU 31/12/2016

(en K€uros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016
ACTIF				
Immobilisations incorporelles	4	141	180	161
Immobilisations corporelles	5	34 506	35 035	35 341
Participation dans les entreprises associées	6	129 875	111 753	121 038
Actifs financiers non courants	7	572	557	557
Actifs non courants		165 094	147 525	157 097
Stocks et en-cours		14 789	15 555	14 200
Clients et autres débiteurs		2 577	3 269	3 366
Créances d'impôt		0	0	0
Autres actifs courants		5	29	19
Comptes courants - Actifs	8	1 548	0	1 816
Instruments de trésorerie - Actif	8	0	3	0
Trésorerie	8	16	925	7
Actifs courants		18 935	19 781	19 408
TOTAL DE L'ACTIF		184 029	167 306	176 505
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Capital		15 123	15 123	15 123
Réserves liées au capital		16 378	16 378	16 378
Réserves et résultat consolidés ⁽¹⁾		150 230	128 954	141 033
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres		(17 410)	(17 178)	(17 950)
Capitaux propres (Part du groupe)		164 321	143 277	154 584
Capitaux propres		164 321	143 277	154 584
Emprunts et dettes financières	8	25	46	25
Provisions pour retraites et engagements assimilés	9	1 053	950	1 019
Autres provisions non courantes	9	0	0	0
Impôts différés	10	5 790	6 327	6 286
Autres passifs non courants		40	44	42
Passifs non courants		6 908	7 367	7 372
Emprunts et concours bancaires (part à -1 an)	8	0	0	133
Instruments de trésorerie - Passif	8	90	76	29
Comptes courants - Passif	8	0	3 908	0
Provisions (part à -1 an)	9	3	817	75
Fournisseurs et autres créiteurs		12 634	11 716	14 167
Dettes d'impôts		67	139	136
Autres passifs courants		6	6	9
Passifs courants		12 800	16 662	14 549
TOTAL DU PASSIF		19 708	24 029	21 921
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		184 029	167 306	176 505

(1) dont résultat part du Groupe

11 900 7 921 19 999

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ AU 31/12/2016

<i>(en K€uros)</i>	<i>Notes</i>	<i>31/12/2016</i>	<i>31/12/2015</i>	<i>30/06/2016</i>
Produits des activités ordinaires	11	43 344	45 188	94 309
Achats consommés		(31 507)	(33 616)	(71 270)
Charges externes		(3 299)	(3 664)	(6 766)
Charges de personnel		(2 567)	(2 520)	(4 863)
Impôts et taxes		(356)	(354)	(1 637)
Amortissements et dépréciation	14	(1 444)	(1 359)	(2 770)
Autres produits et charges opérationnels courants	12	0	78	82
Résultat opérationnel courant		4 171	3 753	7 085
Autres produits et charges opérationnels non courants	13	17	(55)	(251)
Résultat opérationnel		4 188	3 698	6 834
Coût de l'endettement financier		(27)	(58)	(156)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	16	8 295	5 434	15 453
Autres produits financiers		109	179	188
Autres charges financières		(110)	(58)	(10)
Résultat avant impôt		12 455	9 195	22 309
Charge d'impôt	15	(555)	(1 274)	(2 310)
Résultat		11 900	7 921	19 999
Part du Groupe		11 900	7 921	19 999
Part des participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0
Nombre de titres		495 984	495 984	495 984
Résultat Net par action en euro		24,0	16,0	40,3
Résultat Net dilué par action en euro		24,0	16,0	40,3

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL 31/12/2016

<i>(en K€uros)</i>	<i>Notes</i>	<i>31/12/2016</i>	<i>31/12/2015</i>	<i>30/06/2016</i>
		<i>(6 mois)</i>	<i>(6 mois)</i>	<i>(12 mois)</i>
Résultat net		11 900	7 921	19 999
Écarts de conversion ⁽¹⁾		542	(2 335)	(3 068)
Gains et pertes actuariels		(5)	9	(48)
Impôts différés		2	(3)	16
<i>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>		<i>539</i>	<i>(2 329)</i>	<i>(3 100)</i>
Résultat global de l'exercice		12 439	5 592	16 899
Dont part du groupe		12 439	5 592	16 899

(1) Ecarts de conversion provenant uniquement de la quote-part de variation de capitaux propres de la participation dans des entreprises associées qui n'ont pas été comptabilisés dans leur résultat.

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2016

(en K€uros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE				
Résultat net de l'ensemble consolidé		11 900	7 921	19 999
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		(8 295)	(5 434)	(15 453)
Dotation aux amortissements et provisions		1 419	1 243	2 256
Plus et moins values de cession				
Dividendes nets reçus des entreprises associées		(48)	(48)	(48)
Elimination des profits et pertes latents liés aux variations de juste valeur		60	(76)	(119)
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie	17	(6)	11	(5)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt		5 030	3 617	6 630
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		555	1 274	2 310
Coût de l'endettement financier		27	58	156
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		5 612	4 949	9 096
Variation du BFR	18	(3 530)	(2 559)	931
Impôts versés		(1 118)	(8)	(1 069)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (A)		964	2 382	8 958
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(1 097)	(2 020)	(3 825)
Variation des actifs financiers		(15)	2	17
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles				
Dividendes reçus		48	48	48
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (B)		(1 064)	(1 970)	(3 760)
Emission d'emprunts		1		2
Remboursement d'emprunts			(1)	(23)
Intérêts financiers nets versés		(27)	(58)	(156)
Intérêts encaissés				
Dividendes payés aux actionnaires du groupe			(2 230)	(2 225)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement (C)		(26)	(2 289)	(2 402)
Incidence de la var des taux de change (D)				
Incidence chgt de principes comptables (E)				
Variation de trésorerie (A)+(B)+(C)+(D)+(E)		(126)	(1 877)	2 796
Trésorerie d'ouverture	8	1 690	(1 106)	(1 106)
Trésorerie de clôture	8	1 564	(2 983)	1 690
Variation de trésorerie		(126)	(1 877)	2 796

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en K€uros)	Part du groupe					Total capitaux propres
	Capital	Réerves liées au capital	Réerves et résultats consolidés	Gains et pertes comptab. directement en capitaux propres	Capitaux propres - part du groupe	
Situation au 30 juin 2015	15 123	16 378	123 266	(14 850)	139 917	139 917
Résultat net			19 999		19 999	19 999
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				(3 100)	(3 100)	(3 100)
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			19 999	(3 100)	16 899	16 899
Dividendes				(2 232)		(2 232)
Variation de périmètre						
Autres mouvements						
Situation au 30 juin 2016	15 123	16 378	141 033	(17 950)	154 584	154 584
Résultat net			11 900		11 900	11 900
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				540	540	540
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			11 125	540	11 665	12 440
Dividendes				(2 703)		(2 703)
Variation de périmètre						
Autres mouvements						
Situation au 31 décembre 2016	15 123	16 378	150 230	(17 410) ⁽¹⁾	163 546	164 321

(1) dont réserve de conversion (17 219) K€ relative à la quote-part de la réserve de conversion de la participation dans des entreprises associées



**ANNEXES
AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS**

AU 31/12/2016



SOMMAIRE



NOTE 1 – Périmètre de Consolidation	8
NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture	9
NOTE 3 – Principes Comptables	9
NOTE 4 – Immobilisations incorporelles	15
NOTE 5 – Immobilisations corporelles	15
NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées	16
NOTE 7 – Actifs financiers non courants	17
NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette	18
NOTE 9 – Provisions	19
NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan	19
NOTE 11 – Information sectorielle	20
NOTE 12 – Autres produits et charges opérationnels courants	20
NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels non courants	21
NOTE 14 – Amortissements et dépréciations	21
NOTE 15 – Impôts Sociétés	21
NOTE 16 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées	22
NOTE 17 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	23
NOTE 18 – Variation du Besoin de fonds de roulement	23
NOTE 19 – Transactions avec les parties liées	23
NOTE 20 – Dettes garanties par des sûretés réelles	24
NOTE 21 – Montant des engagements financiers	24
NOTE 22 – Gestion des risques	24
NOTE 23 – Effectifs moyens	25
NOTE 24 – Honoraires des commissaires aux comptes	26

NOTE 1 – Périmètre de Consolidation

Société mère

	Siège social
MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE

Malteries Franco-Belges est cotée sur le marché Euronext Paris – Compartiment C.

L'exercice social a une durée de 12 mois commençant le 1er juillet 2016 et finissant le 30 juin 2017. Les états financiers sont présentés en milliers d'Euros.

Les états financiers consolidés semestriels de MFB ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 16 mars 2017.

Société consolidée selon la méthode de la mise en équivalence

	Siège social	% intérêt de MFB	% contrôle de MFB
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES (CIM)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE	47.71	47.71

La société MFB consolide la CIM et ses filiales selon la méthode de mise en équivalence car elle y exerce une influence notable sans en posséder le contrôle.

Le principal actionnaire, Malteries Soufflet SAS, filiale des Etablissements J. SOUFFLET SA, détient 52,29 % du capital de la CIM au 31 décembre 2016.

Les pourcentages d'intérêt et de contrôle de MFB dans la CIM n'ont pas varié au cours de la période.

Les sociétés Malteries Franco-Belges et Compagnie Internationale de Malteries clôturent leur exercice au 30 juin 2017.

La mise en équivalence de la CIM et de ses filiales est faite à partir des comptes consolidés de la CIM au 31 décembre 2016 établis conformément au référentiel IFRS.

Cette méthode consiste à substituer, à la valeur comptable des titres de participation, le coût d'acquisition initial augmenté ou diminué de la quote-part du Groupe MFB dans les résultats non distribués de l'entreprise détenue après la date d'acquisition.

Filiales de la CIM

	Siège social	% contrôle de la CIM
MALTERIE SOUFFLET ST PETERSBOURG	194292 Saint Petersburg FEDERATION DE RUSSIE	69.97
SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA	61285 Poznan POLOGNE	100.00

	Siège social	% contrôle de la CIM
SOUFFLET MALTERIE ROUMANIE	120118 Buzau 1 ROUMANIE	100.00
MALTERIE SOUFFLET HONGRIE	8800 Nagykanisza HONGRIE	100.00
SLADOVNY SOUFFLET CR	796 26 Prostejov REPUBLIQUE TCHEQUE	100.00
SOUFFLET MALTING KAZAKHSTAN	Tekeli KAZAKHSTAN	99.29
MALTINEX	21400 Backa Palanka SERBIE	100.00
SLAVUTA MALTING PLANT	30000 Slavuta UKRAINE	96.54
MALTERIE SOUFFLET BULGARIE	5800 Pleven BULGARIE	100.00

Au cours de la période, la Compagnie Internationale de Malteries a acquis 0,008 % des titres de Slavuta Malting Plant.

La Compagnie Internationale de Malteries s'est engagée le 30 décembre 2016 à acquérir 30,03 % des titres de la société Malteries Soufflet St Petersbourg (Fédération de Russie). Cette acquisition est soumise à l'autorisation de l'Autorité de la Concurrence Russe.

NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

NOTE 3 – Principes Comptables

Les états financiers sont établis conformément au référentiel IFRS publié par l'International Accounting Standards Board ("IASB") et tel qu'approuvé par l'Union Européenne.

Les autres nouvelles normes, amendements et interprétations aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire à compter des exercices ouverts à compter du 1er juillet 2016 pour le Groupe, n'ont pas d'incidence sur les états financiers du Groupe pour la période close au 31 décembre 2016.

Le Groupe n'a appliqué par anticipation aucune des normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2016, notamment IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ».

Sur la base des premiers travaux effectués, ces nouveaux textes ne devraient avoir qu'un impact limité sur les comptes du Groupe.

BASE DE PREPARATION

Pour l'établissement de ses états financiers, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses susceptibles d'affecter la valeur de ses éléments d'actif et de passif, ainsi que celle de ses produits et charges.

Ces estimations et hypothèses concernent à la fois les risques spécifiques au métier de malteur, ainsi que les risques plus généraux auxquels le Groupe est exposé et qui sont décrits en Note 22.

Ces estimations et hypothèses se fondent sur l'expérience passée, ainsi que sur l'ensemble des informations disponibles à la date de l'estimation, et considérées comme déterminantes au regard des circonstances étudiées.

La Direction revoit régulièrement ces éléments. Cependant, en raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, les résultats réels futurs sont susceptibles de différer sensiblement de ces estimations.

Les estimations réalisées et hypothèses significatives retenues pour l'établissement des comptes semestriels consolidés du 31 décembre 2016 portent principalement :

- sur l'estimation des provisions, en particulier pour les engagements sociaux ;
- sur les tests de valorisation des actifs ;
- sur l'évaluation des actifs d'impôts différés.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIE ETRANGERE

Les transactions en devises étrangères sont converties au cours de change à la date de transaction. Les créances et les dettes libellées en monnaie étrangère sont converties au taux de clôture. Les pertes et profits en résultant sont portés au compte de résultat en pertes et gains de change.

INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

Les instruments financiers utilisés sont limités aux produits suivants :

- achats et ventes à terme de gré à gré de céréales (principalement de l'orge) dans le cadre de la couverture du risque lié à la variation des cours des matières premières ;
- achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, achats et ventes d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change.

Les instruments dérivés de change souscrits auprès des banques sont portés par SOUFFLET FINANCES, société du Groupe J.SOUFFLET, dont MALTERIES FRANCO-BELGES est membre.

Pour qu'un instrument financier puisse être éligible à la comptabilité de couverture, il est nécessaire de désigner et documenter cette relation de couverture et de démontrer son efficacité dès l'origine et de façon rétrospective tout au long de la vie de l'instrument.

Afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe et au regard des difficultés à documenter une relation de couverture entre ces instruments financiers avec les éléments couverts, le Groupe a décidé de traiter l'ensemble de ses opérations de couverture comme ne relevant pas d'une comptabilité de couverture et donc de comptabiliser en résultat financier la variation de la juste valeur de ces instruments financiers.

ACTIFS NON COURANTS

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles n'ayant pas fait l'objet de regroupement d'entreprise figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Elles n'ont pas fait l'objet de réévaluation.

Les immobilisations incorporelles sont constituées par des logiciels informatiques, les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains, sont amorties, selon l'approche par composant, sur leur durée d'utilisation estimée.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction de ces durées d'utilisation :

- Logiciels : 3 à 15 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Installations techniques, matériel et outillage : 10 à 30 ans
- Autres immobilisations corporelles : 4 à 25 ans

Conformément aux dispositions de la norme IAS 23 révisée, les coûts d'emprunt directement liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif éligible constituent un élément du coût de cet actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge. Un actif éligible est tout actif exigeant une période importante de mise en état pour l'usage prévu.

Les contrats de crédit-bail et autres contrats de location financement ayant pour objet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs sont classés en tant que contrats de location financement et l'actif loué est inscrit au bilan avec en contrepartie une dette initialement de même montant.

Autres actifs financiers

Les participations non consolidées figurent au bilan en "Autres actifs non courants" pour leur coût d'acquisition éventuellement déprécié lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'acquisition.

Dépréciation des actifs

La production de malt est l'activité unique de la société MALTERIES FRANCO-BELGES ; MALTERIES FRANCO-BELGES constitue donc la seule UGT du Groupe.

Les immobilisations corporelles et incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

Dans le cas où il en ressort un risque de perte de valeur d'un actif, sa valeur recouvrable est estimée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux avant impôt, qui reflète l'appréciation courante du marché et de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat.

Dépréciation des participations dans les entreprises associées

La valeur comptable totale de la participation est soumise au test de dépréciation en tant qu'actif unique, en comparant sa valeur recouvrable (à savoir la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente) avec sa valeur comptable dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

Les indices de perte de valeur retenus par le Groupe sont les suivants :

- Perte de clients ou changement significatif dans les conditions contractuelles,
- Installation d'un concurrent dans le rayon d'activité de la filiale,
- Risque pays,
- Plan d'abandon/Cession d'activité.

Pour déterminer la valeur d'utilité de la participation, l'entité estime :

- sa quote-part de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés qui devraient être générés par l'entreprise associée, y compris les flux de trésorerie générés par les activités de l'entreprise associée et les produits liés à la sortie in fine de la participation ; ou
- la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés auxquels devraient donner lieu les dividendes à recevoir de la participation et sa sortie in fine.

ACTIFS COURANTS

Stocks

Les stocks sont évalués au coût de revient selon la méthode du coût moyen pondéré.

Ils sont dépréciés dès lors que leur valeur nette réalisable résultant des engagements contractuels devient inférieure à leur coût de revient.

Créances d'exploitation

Les créances commerciales sont comptabilisées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué des éventuelles dépréciations.

PASSIFS NON COURANTS

Emprunts

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêts effectif.

Provisions

Une provision est constituée lorsque :

- le Groupe a une obligation juridique, contractuelle ou implicite résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions pour risques et charges ont été évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, il a été retenu la meilleure estimation du passif correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Les contrats déficitaires non entièrement exécutés à la date d'arrêté font l'objet d'une provision, calculée contrat par contrat. Il n'y a pas de compensation entre les contrats bénéficiaires et les contrats déficitaires.

Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont évalués conformément à la norme IAS 19 révisée.

Les engagements de retraites et avantages assimilés couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui correspondent aux indemnités de départ à la retraite sont comptabilisés,
- les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) correspondent aux médailles du travail et figurent en engagements donnés, Note 21.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en compte de résultat "Charges de personnel" les cotisations dues au titre de chaque exercice, n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

La provision pour retraites et engagements assimilés est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ en retraite. Le coût annuel du régime représente le coût attribuable à une année de service additionnelle pour chacun des participants.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en "Autres éléments du résultat global" (non recyclables dans le compte de résultat), et les coûts des services passés sont intégralement comptabilisés dans le compte de résultat de la période.

Les principales hypothèses retenues sont :

- Taux d'actualisation : le taux d'actualisation retenu de 1,30 % correspond au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone Euro et d'une durée de plus de 10 ans,
- Taux de rotation : une étude des sorties par âge et par cause de sortie a été réalisée sur les trois derniers exercices,
- Taux d'augmentation des salaires : le taux d'augmentation des salaires retenu est de 2 % pour toutes les catégories de salariés,
- Tables de mortalité : les tables INSEE 2006/2008 Masculine et Féminine ont été retenues,
- Taux de charges sociales : les taux de charges sociales retenus correspondent aux taux de charges en vigueur,
- Hypothèse de départ : départ volontaire du salarié.

PASSIFS COURANTS

Les dettes fournisseurs et autres crééditeurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

IMPOTS DIFFERES

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12, l'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale en utilisant les taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sont constatés et la probabilité de leur récupération est évaluée. Si leur récupération dans les années futures n'est pas raisonnablement certaine, une provision est enregistrée pour ramener l'actif net d'impôt à la valeur qu'il est probable de recouvrer. L'économie potentielle d'impôt sur les déficits reportables n'est retenue que lorsqu'ils présentent un caractère probable d'imputation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

COMPTE DE RESULTAT

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe. Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires. Les coûts de transport supportés par le Groupe sont inclus dans les achats consommés.

Accord de péréquation

Un accord de péréquation entre la société MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB) et deux sociétés du Groupe SOUFFLET (MALTERIES SOUFFLET et SOCIETE DES MALTERIES D'ALSACE) permet de faire jouer pleinement les synergies et d'optimiser la logistique.

Afin de répartir équitablement le résultat entre ces trois sociétés, la marge brute économique est répartie entre les sociétés au prorata des quantités vendues.

La marge brute économique correspond à la marge brute de chaque société (ventes moins achats et frais sur ventes) diminuée des frais financiers liés à l'exploitation (sur stock, crédits clients et fournisseurs) et des autres éléments d'exploitation relatifs à la commercialisation des produits.

Le produit ou la charge en résultant est enregistré en chiffre d'affaires.

Dans le cadre de cet accord, la société Malteries Soufflet gère la majeure partie de la relation commerciale avec les brasseurs et facture les ventes de malts aux clients finaux pour l'ensemble des 3 sociétés. De ce fait, la quasi-totalité des produits des activités ordinaires de Malteries Franco-Belges est assurée avec Malteries Soufflet.

Résultat opérationnel courant

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performance. Le résultat opérationnel courant correspond au résultat de l'ensemble consolidé avant prise en compte :

- des plus et moins values de cessions d'actifs ;
- des autres produits et charges d'exploitation qui comprennent principalement l'effet :
 - des coûts de restructuration ;
 - des pertes de valeur d'actifs (y compris des écarts d'acquisition) ;
 - des litiges ou évènements très inhabituels ;
 - des produits et charges financiers ;
 - des impôts ;
 - du résultat net des entreprises associées.

Les frais de recherche et développement sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) sont classées en charges opérationnelles.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels comprennent des éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe. Ils incluent principalement les plus ou moins-values de cession d'activités et de participations consolidées.

Autres produits et charges financiers

Cette rubrique intègre principalement les pertes et gains de change, les charges et produits financiers sur instruments financiers, et les autres charges et produits financiers divers.

CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi)

Conformément à la note d'information de l'ANC du 28 février 2013 et au communiqué CNCC du 23 mai 2013, le CICE est comptabilisé en diminution de la rubrique Charges de Personnel.

Résultat par action

Le résultat de la période par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat de la période et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

NOTE 4 – Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles en valeurs brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2016	Acquisitions	Cessions	31/12/2016
Logiciels informatiques		636		636
TOTAL		636		636

La variation des amortissements et dépréciations sur les immobilisations incorporelles se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2016	Dotations	Reprises	31/12/2016
Amt/Dépr. Logiciels informatiques	(475)	(20)		(495)
Total Dépr. et Amort.	(475)	(20)		(495)
Total Net	161			141

NOTE 5 – Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2016	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections	Cessions et mises au rebut	31/12/2016
Terrains	1 056				1 056
Constructions	37 162	11	302	(25)	37 450
Installations tech, matériel & outillage	53 376	9	564	(199)	53 750
Autres immobilisations corporelles	342	2	2	(10)	336
Immobilisations corporelles en cours	1 089	584	(868)		805
Total Brut	93 025	606		(234)	93 397

La variation des amortissements et dépréciations sur les immobilisations corporelles se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2016	Dotations	Autres	Diminutions et reprises	31/12/2016
Amort. Dépréciat. des constructions	(23 486)	(468)		25	(23 929)
Amort. Dépréc. install tech, mat. & out.	(33 886)	(970)		199	(34 657)
Amort. Dépréciat. autres immob corp.	(312)	(3)		10	(305)
Total Amortiss. et dépréciations	(57 684)	(1 441)		234	(58 891)
Total Net	35 341				34 506

NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées

Ce poste correspond à la quote-part des capitaux propres consolidés de la Compagnie Internationale de Malteries (CIM) et de ses filiales au 31 décembre 2016 comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

L'évolution du poste "participations dans les entreprises associées" s'analyse comme suit :

(en K€uros)

Entreprises associées au 1er juillet 2016	121 038
Résultat des entreprises associées revenant à MFB	8 295
Ecart de conversion comptabilisés directement en capitaux propres	542
Entreprises associées au 31 Décembre 2016	129 875

Le bilan consolidé synthétique de la CIM au 31 décembre 2016 établi selon les normes IFRS se présente comme suit :

(en K€uros)

Actif

Total immobilisations	131 408
Autres actifs non courants	1 048
Actif courants	222 768
Total	355 224

Passif

Capitaux propres du Groupe CIM (dont résultat part du Groupe 17 385 K€)	271 614
Participations ne donnant pas le contrôle	4 630
Emprunts et dettes assimilées non courants	10 224
Autres passifs non courants	7 875
Passifs courants	60 881
Total	355 224

Pour MFB la quote part des capitaux propres de la CIM et ses filiales à l'issue de la période est :

271 614 K€ x	47,71 %	= 129 595 K€
Survaleur sur titres CIM acquis lors de périodes précédentes :		280 K€
Titres mis en équivalence au bilan de MFB :		129 875 K€

NOTE 7 – Actifs financiers non courants

La variation des actifs financiers non courants en valeurs brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2016	Acq.	Cess.	Recl.	Ecart conv.	31/12/2016
Titres de participation non consolidés	544					544
Titres immobilisés (non courants)	13					13
Dépôts et cautionnements versés > 1 an	91					91
Autres créances immobilisées > 1 an		15				15
TOTAL	648	15				663

La variation des provisions sur les autres actifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2016	Dot.	Rep. / Cess.	Recl.	Ecart conv.	31/12/2016
Prov. autres créances immobilisées > 1 an	(91)					(91)
TOTAL	(91)					(91)

Les titres immobilisés (non courants) correspondent à des participations en capital au sein des sociétés dans lesquelles le Groupe détient moins de 20 % du capital et n'exerce pas d'influence notable :

(en K€uros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette des titres	% d'intérêt	Derniers capitaux propres	dont résultat	Date clôture
SECOBRA RECHERCHES Centre de Bois Henry 78580 Maule	544		544	10,33%	25 085	3 015	30/06/2016
GIAC 30, Av. Franklin D. Roosevelt 75008 Paris	13		13	0,23%	5 990	10	31/12/2015
TOTAL	557		557				

La ventilation par échéance des actifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	TOTAL	de 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Dépôts et cautionnements versés > 1 an	91		91

NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette

La variation des autres passifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2016	Augmentation monétaire ou calculée	Diminution monétaire	Reclasst	31/12/2016
Emprunts et dettes financières non courants					
Participation des salariés > 1 an	25				25
TOTAL	25				25
Emprunts courants et concours bancaires					
Concours bancaires (trésorerie passive)	133	(133)			
Intérêts courus non échus - passif					
Instruments de trésorerie - passif	29	60			89
TOTAL	162	(73)			89

L'échéancier des emprunts et dettes financières non courants est le suivant :

	de 2 à 5 ans	supérieur à 5 ans
Participation des salariés > 1 an	25	
TOTAL	25	

L'endettement financier net est :

(en K€uros)	01/07/2016	Variation globale de la période	Virement à moins d'un an	Incidence des variations des dettes non courantes	31/12/2016
Trésorerie Brute	7	9			16
Comptes courants actif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe	1 816	(268)			1 548
Solde débiteurs et concours bancaires courants	(133)	133			
Total des disponibilités et valeurs mobilières de placement	1 690	(126)			1 564
Comptes courants passif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe					
Dettes financières courantes					
Dettes financières non courantes					
Total des dettes financières					
DETTE NETTE	1 690	(126)			1 564

Les comptes courants actif et passif vis à vis des sociétés liées hors Groupe MFB, fonctionnent en pratique comme des comptes de trésorerie. Ils sont présentés de ce fait dans la partie Trésorerie du Tableau des Flux de Trésorerie.

NOTE 9 – Provisions

Les postes de provisions se décomposent comme suit :

(en K€uros)	01/07/2016	Dot.	Rep. résultat.	Comptab. directement en capitaux propres	31/12/2016
			Prov. utilisées		
Provisions pour retraites et engagements assimilés	1 019	29		5	1 053
Provisions pour restructurations < 1 an	75	3	(75)		3
Provisions (Part à -1 an)	75	3	(75)		3
Total provisions	1 094	32	(75)	5	1 056

NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan

Les actifs et passifs d'impôts différés portent sur les éléments suivants :

(impôts différés en K€uros)	ACTIFS			PASSIFS		
	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016
Immobilisations corporelles	(28)	(33)	(33)	42	42	42
Actifs financiers à la juste valeur	(30)	(24)	(10)			
Fournisseurs et autres crébiteurs			(130)	40	41	
Provisions réglementées				6 278	6 841	6 968
Provisions non déductibles	(521)	(540)	(544)			
Autres éléments	(3)	(7)	(9)	12	7	2
Déficits fiscaux reportables						
Compensation des IDA et IDP de même nature et de même terme	582	604	726	(582)	(604)	(726)
DETTES (CREANCES) FISCALES NETTES				5 790	6 327	6 286

Variation des différences temporelles en bases au cours de la période :

(bases en K€uros)	30/06/2016	Comptabilisé	Comptabilisé	31/12/2016
		en résultatat	en cap. propres	
Immobilisations corporelles	27			27
Actifs financiers à la juste valeur	(30)	(60)		(90)
Fournisseurs et autres crébiteurs	(391)	512		121
Provisions réglementées	20 907	418		21 325
Provisions non déductibles	(1 632)	(76)	(5)	(1 713)
Ecart de conversion	6	30		36
Autres éléments	(28)	18		(10)
TOTAL VARIATION BASES IMPOTS DIFFERES	18 859	842	(5)	19 696
Effet impôt différé 33,33%	6 286	281	(2)	6 565
Effet impôt différé loi de finances 2017 - baisse progressive taux impôt		(775)		(775)
Effet impôt différé	6 286	(494)	(2)	5 790

NOTE 11 – Information sectorielle

L'information sectorielle à fournir selon IFRS 8 est basée sur le reporting interne utilisé par les principaux décideurs opérationnels. Le Groupe n'a qu'une seule activité, l'information sectorielle est donc établie par zone géographique.

(en K€uros)	France	Union Européenne Hors France	Autres pays d'Europe	Reste du monde	Total
31/12/2016 (1er semestre 2016/2017)					
Chiffres d'affaires	42 094	219		1 031	43 344
Actifs sectoriels	184 029				184 029
Résultat opérationnel	4 188				4 188
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 097)				(1 097)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	8 295				8 295
31/12/2015 (1er semestre 2015/2016)					
Chiffres d'affaires	43 763	215	3	1 207	45 188
Actifs sectoriels	167 306				167 306
Résultat opérationnel	3 698				3 698
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 020)				(2 020)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	5 434				5 434
30/06/2016					
Chiffres d'affaires	91 689	434	3	2 183	94 309
Actifs sectoriels	176 505				176 505
Résultat opérationnel	6 834				6 834
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(3 825)				(3 825)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	15 453				15 453

NOTE 12 – Autres produits et charges opérationnels courants

Les postes des autres produits et charges opérationnels courants se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016
Dotations nettes aux provisions	(12)	71	(16)
Autres	11	7	98
TOTAL	(1)	78	82

NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels non courants

Les postes des autres produits et charges opérationnels non courants se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016
Autres	(37)	(198)	(776)
Dotations et reprises aux provisions	72	119	862
Dotations et reprises except. sur immobilisations	(18)	(5)	(337)
TOTAL	17	(84)	(251)

NOTE 14 – Amortissements et dépréciations

Le poste d'amortissements et de dépréciations au compte de résultat se décompose comme suit :

(en K€uros)	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. incorporelles	(19)	(19)	(39)
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. corporelles	(1 424)	(1 340)	(2 731)
TOTAL	(1 443)	(1 359)	(2 770)

Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté sur le premier semestre de l'exercice 2016/2017

NOTE 15 – Impôts Sociétés

La charge d'impôt de la période du 01/07/2016 au 31/12/2016, qui s'élève à 555 K€, se répartit comme suit :

(en K€uros)	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016
Impôts différés (*)	(494)	302	279
Impôts sur les bénéfices	1 049	972	2 031
TOTAL	555	1 274	2 310

(*) La loi de finances 2017 prévoit une baisse progressive du taux de l'impôt sur les sociétés. L'impact sur le résultat consolidé, comptabilisé au 31/12/2016 est un produit d'impôt différé de 775 K€.

Le taux d'impôt de droit commun applicable au 31/12/2016 est de 33,33 %. Le taux d'impôt de droit commun applicable à l'exercice précédent était de 33,33 %.

(en K€uros)	
Résultat net (gain)	11 900
Charge d'impôt comptabilisée	(555)
Résultat avant impôt	12 455
Taux d'impôt normal %	33,33%
Charge d'impôt théorique	(4 151)
Défauts temporaires	6
Défauts permanentes	60
Incidence des distorsions social / fiscal	66
Contribution complémentaire au taux de référence	(9)
Effet impôt différé loi de finances 2017 - baisse progressive taux impôt	775
Impact lié aux stés mises en équivalence	2 764
Incidence de situations fiscales particulières	3 530
Charge d'impôt réelle	(555)

NOTE 16 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées

Le compte de résultat ci-dessous présente le résultat consolidé de la Compagnie Internationale de Malteries et de ses filiales, pour la période allant du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2016.

(en K€uros)	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016
Produits des activités ordinaires	171 545	154 770	334 987
Autres produits de l'activité	109	69	143
Achats consommés	(123 785)	(113 108)	(239 589)
Charges externes	(16 647)	(14 793)	(30 767)
Charges de personnel	(4 351)	(4 551)	(9 158)
Impôts et taxes	(488)	(523)	(965)
Amortissements et provisions	(4 566)	(3 896)	(8 652)
Autres produits et charges opérationnels courants	(54)	(110)	(249)
Résultat opérationnel courant	21 763	17 858	45 750
Autres produits et charges opérationnels non courants	7	(95)	1 223
Résultat opérationnel	21 770	17 763	46 973
Résultat des équivalents de trésorerie	1	14	28
Coût de l'endettement financier brut	(2 423)	(3 694)	(7 197)
Coût de l'endettement financier net	(2 422)	(3 680)	(7 169)
Autres produits et charges financiers	2 199	208	1 060
Résultat avant impôt	21 547	14 291	40 864
Charge d'impôt	(3 410)	(2 593)	(7 320)
Résultat après impôt	18 137	11 698	33 544
Part du Groupe	17 385	11 389	32 387
Part des participations ne donnant pas le contrôle	752	309	1 157

La société CIM et ses filiales sont consolidées par mise en équivalence. La société MFB possède 47,71 % des titres de la société CIM.

Pour MFB le résultat des sociétés mises en équivalence sur la période est :

17 385 K€ x 47.71 %

NOTE 17 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie

(en K€uros)	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016
Impact de la réévaluation des dettes fournisseurs	2	(5)	(6)
Impact de la réévaluation des créances clients	52	16	1
Total	54	11	(5)

NOTE 18 – Variation du Besoin de fonds de roulement

(en K€uros)	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016
Stocks	(588)	(1 892)	(537)
Clients et débiteurs divers (*)	671	2 933	2 845
Fournisseurs et crébiteurs divers (*)	(3 752)	(3 729)	(1 655)
Contrat de péréquation (cf Note 3)	141	129	278
TOTAL	(3 528)	(2 559)	931

(*) hors comptes courants présentés en trésorerie.

L'impact du contrat de péréquation (cf Note 3) sur la variation du besoin de fonds de roulement est de +0,1 M€ au 31/12/2016 contre +0,1 M€ au 31/12/2015.

NOTE 19 – Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- les sociétés mères et leurs filiales,
- les sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence.

Les transactions avec ces sociétés se font sur une base de prix de marché.

Les transactions réalisées avec les parties liées se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016
Produits opérationnels	39 895	42 057	87 880
Charges opérationnelles	(14 490)	(20 984)	(38 545)
Autres produits financiers	1		
Autres charges financières	(23)	(55)	(151)

Les créances et les dettes vis-à-vis des parties liées se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016
Comptes courants - Actif	1 548		1 816
Clients et autres débiteurs	281	95	746
Comptes courants - Passif		(3 908)	
Fournisseurs et autres crébiteurs	(3 433)	(2 111)	(1 902)

NOTE 20 – Dettes garanties par des sûretés réelles

NEANT

NOTE 21 – Montant des engagements financiers

Les engagements d'achats et de ventes ne sont pas communiqués. Cette information qui serait de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux fondamentaux de la société n'est pas fournie.

Engagements donnés et reçus

(en K€uros)	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016
Engagements de médailles du travail	8	8	9

Contrats de cogénération :

Dans le cadre de son activité, MFB a conclu plusieurs contrats de cogénération courant jusqu'en 2024 avec des partenaires industriels concernant la fourniture de chaleur pour ses unités de production de Saint Saulve, Brazey et Prouvy. MFB s'est engagée à verser des indemnités en cas de résiliation anticipée, d'un montant maximum de 4 905 K€ au 31/12/2016. La société mère de MFB, Malteries Soufflet s'est portée caution pour la totalité de cet engagement.

Rémunération des dirigeants

Aucune rémunération ou avantage de toute nature n'a été versé durant la période aux mandataires sociaux par les sociétés du Groupe Franco-Belges.

NOTE 22 – Gestion des risques

Le risque de change

Le Groupe Malteries Franco-Belges a choisi de couvrir, lorsque la législation et les marchés le permettent, les risques de change encourus sur les transactions courantes en devises étrangères.

Les instruments de couverture utilisés sont limités à des contrats de change à terme et à des options de change "vanille" ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an.

Ces instruments dérivés ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retourneventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction.

Dans les pays d'Europe de l'Est, le Groupe MFB couvre son risque de change également en utilisant des emprunts libellés dans la devise du contrat (USD et euros), qui lui permettent de financer les achats de matières premières. Compte tenu du décalage entre l'achat des matières premières et l'encaissement des factures de ventes, le Groupe peut constater des gains ou des pertes de change latentes importantes

Le Groupe a en revanche décidé de ne pas couvrir le risque de change sur les actifs immobilisés situés hors de France ou les emprunts les finançant. Cette décision s'appuie sur les constats suivants :

- Compte tenu des marchés de la plupart des devises concernées, il est impossible de se couvrir sur de longues périodes. Dans le cas où cette couverture serait possible, son coût est prohibitif.
- La valeur de marchés des actifs immobilisés est à ce jour exprimée en monnaie forte, essentiellement euro ou dollar américain.

Cette politique peut avoir pour conséquence des gains ou pertes de change sur la partie des investissements financés par emprunt en devises fortes.

Le risque "matières"

Dans le cadre de ses activités, le Groupe Malteries Franco-Belges est exposé au risque de fluctuation du cours des matières premières. Afin de sécuriser la marge sur ses contrats de ventes de malt à terme fermes, le Groupe se couvre sur les prix d'achats d'orge futurs par le biais d'achats et ventes à terme de contrats futurs sur le MATIF et d'achats à terme de gré à gré de céréales (principalement de l'orge).

Afin de contrôler son exposition, un Comité de Gestion des Risques matières premières a été mis en place. Il se réunit de manière hebdomadaire en session limitée et mensuelle en session élargie. Les positions matières premières y sont ainsi analysées et les limites de positions revues en fonction de l'évolution des marchés.

Le risque pays

Le Groupe ne peut assurer que ses résultats financiers ne seraient pas significativement affectés par un bouleversement des conditions économiques, politiques, et réglementaires dans certains des pays où il est présent.

Le risque de contrepartie

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de contrepartie avec ses comptes clients et ses contreparties bancaires. Il pratique une sélection rigoureuse fondée sur les notations des agences de rating et l'étude des états financiers.

Le risque de contrepartie bancaire est lié aux encours d'instruments financiers (dépôts et instruments dérivés) et aux lignes de crédit contractées avec chaque banque. Selon sa politique financière, le Groupe ne peut conclure des instruments financiers qu'auprès de ses partenaires bancaires. Concernant les lignes de crédit, celles-ci sont réparties sur plusieurs banques pour éviter leur concentration.

NOTE 23 – Effectifs moyens

Les effectifs moyens employés sur la période par le Groupe se sont élevés à 100 personnes.

Par catégorie, la répartition est la suivante :

	Cadres	Techniciens et Maîtrise	Employés	Ouvriers	Total
MALTERIES FRANCO-BELGES	6	19	5	70	100
TOTAL	6	19	5	70	100

NOTE 24 – Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat de la période est de 44 948 € au titre du contrôle légal des comptes (dont 21 537 € pour KPMG et 23 411 € pour Mazars).

MALTERIES FRANCO-BELGES

Société anonyme au capital de 15 123 000 €

Siège social : Quai du Général Sarrail 10 400 Nogent sur Seine

RCS : TROYES 552 121 816

**Rapport des Commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Période du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2016

KPMG AUDIT

MAZARS

**MALTERIES
FRANCO-BELGES**
*Information financière
semestrielle*
*Période du 1^{er} juillet
2016 au 31 décembre
2016*

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Malteries Franco-Belges S.A., relatifs à la période du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

MALTERIES
FRANCO-BELGES
*Information financière
semestrielle*
*Période du 1^{er} juillet
2016 au 31 décembre
2016*

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris la Défense et à Courbevoie, le 20 mars 2017

Les Commissaires aux comptes

KPMG AUDIT

Alphonse Delaroque

M A Z A R S

Isabelle Sapet